COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 5 OCTOBRE 1985 — N° 319 — PRIX ANTILLES : 2 F 50 FRANCE : 3 F

Editorial

LE PEUPLE KANAK VEUT L'INDÉPENDANCE ! MAIS CELLE-CI SE FERA-T-ELLE AU BÉNÉFICE DES PAUVRES ?

le principal enseignement des élections qui viennent de se dérouler en Nouvelle-Calédonie, c'est la confirmation de l'implantation réelle du FNLKS dans la population kanake.

Mais cette victoire politique du FLNKS en sera-t-elle une vraiment pour la majorité de la population kanake, c'est-à-dire pour les pauvres, pour tous ceux pour qui l'indépendance signifie la fin des privilèges des riches et des notables ?

Bien sûr, nous comprenons très bien les sentiments qui sont aujourd'hui ceux de l'immense majorité des Kanaks, qui viennent par ces élections de confirmer ce qu'ils avaient déjà dit dans leurs luttes incessantes depuis quelques mois : les Kanaks ne veulent plus de la présence coloniale française dans leur pays ! Ils veulent se gouverner eux-mêmes, ils veulent reprendre les terres dont ils ont été dépossédés par les colons blancs.

Les astuces juridiques qui ont permis que la colonie blanche de Nouméa puisse se prononcer en même temps que les Kanaks et disposer dans les nouvelles institutions d'autant de pouvoir que ceux-ci, ne feront pas longtemps illusion.

La Nouvelle-Calédonie ne peut que devenir indépendante, quelles que puissent être à l'avenir les péripéties électorales en France.

Le peuple Kanak n'acceptera pas de reculer sur ce point là. Les Blancs vont rester encore maîtres de Nouméa pendant un certain temps. Mais même si la direction du FLNKS était prête à accepter n'importe quel compromis boiteux là dessus, il n'est pas du tout certain que le peuple kanak reste passif. Et à la longue, à moins que les Caldoches aient l'intention de mener une guerre contre les Kanaks, Nouméa fera partie de la Kanakie indépendante.

Mais le véritable problème qui se pose, c'est de savoir qui dirigera cette Kanakie indépendante. Car les notables qui dirigent le FLNKS n'ont pas du tout l'intention de s'attaquer aux richesses des privilégiés pour les mettre au service de leur peuple.

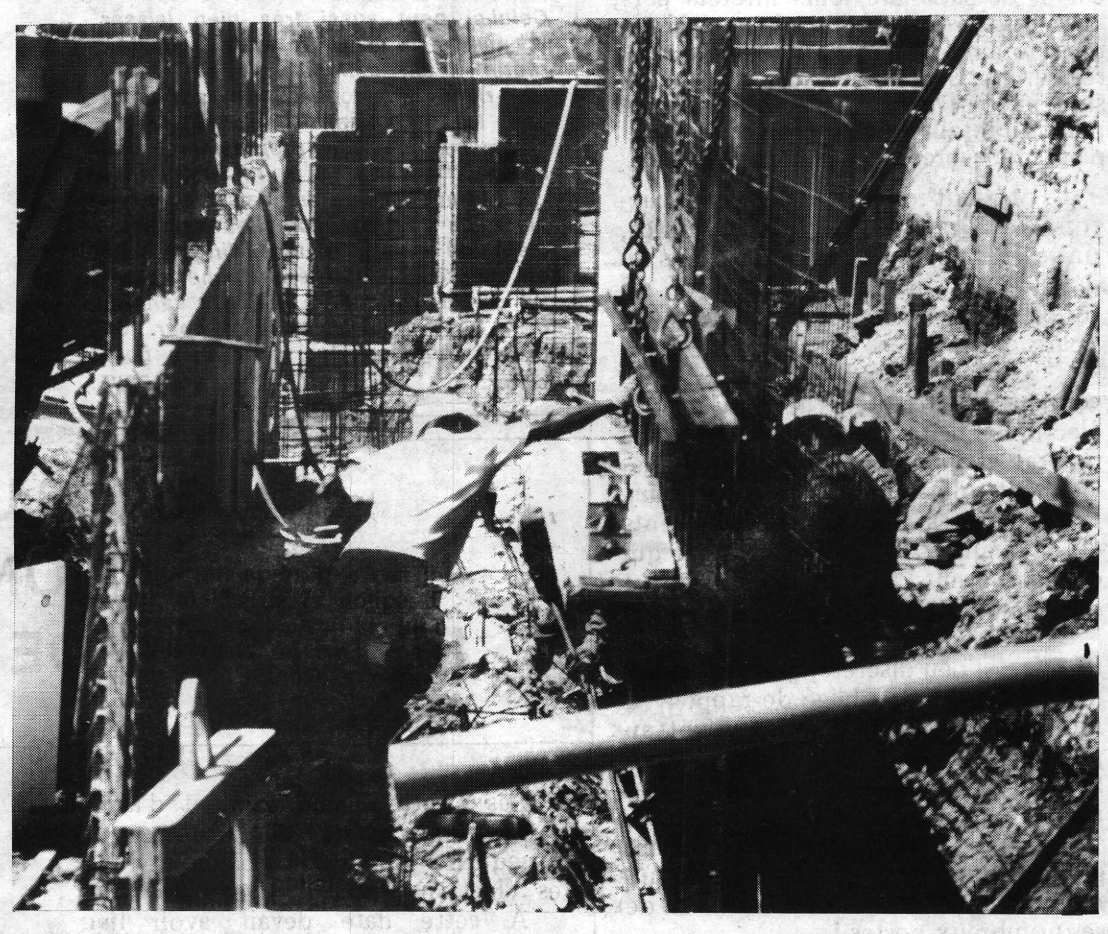
Même s'ils se montrent intransigeants sur la nécessité de l'indépendance, et celle de faire sauter le verrou Caldoche de Nouméa, cela ne voudra pas dire qu'ils seront favorables à l'expropriation des riches. Ils peuvent très bien accepter dans le cadre de la Calédonie indépendante, que privilégiés et riches Caldoches ou non, continuent à être de fait les maîtres de la Kanakie.

Aujourd'hui, les dirigeants du FLNKS espèrent pouvoir s'appuyer sur le contrôle des trois régions où ils ont été électoralement majoritaires, pour parvenir à une indépendance totale négociée avec l'impérialisme français. Ils pensent dans ces trois régions, conquérir déjà le pouvoir et l'exercer, tout en respectant le cadre légal imposé par l'impérialisme français ! Dans un premier temps, le succès électoral obtenu par le FLNKS va renforcer la confiance

Suite page 2

Fort de France

CONTRE LES LICENCIEMENTS, LES OUVRIERS DU BATIMENT DÉCIDENT LA GREVE



Les 7 et 8 Octobre, les ouvriers du bâtiment et des travaux publics se mettront en grève pour protester contre le projet de licenciement du patronat annoncé le vendredi 13 septembre par Serge JEAN-JOSEPH le responsable du syndicat des patrons du batiment (SEBTPAM).

En effet, avec la disparition des grands travaux en cours sur les chantiers du Pont de Ste-Luce ou de l'échangeur de l'Aéroport ou encore la suspension des travaux de la Rocade, avec la finition des batiments administratifs de la CGSS, de la CAF du Trésor ou de la Caisse d'Épargne, c'est près de 2000 emplois que compte supprimer le patronat martiniquais.

Ces patrons, bien sûr rejettent sur la conjoncture la situation actuelle de l'emploi et comme solution miracle au mal, réclament des avantages et des subventions sous forme déguisée au gouvernement français. Ainsi, ils déclarent que pour relancer l'emploi, il faudrait que les assemblées locales avancent la somme de 50 milliards de centimes pour la construction.

Autre fléau, déclare monsieur JEAN-JOSEPH, c'est le travail au noir, combine qui «favorise» certaines entreprises par rapport à celles déclarées, qui respectent leurs obligations fiscales .

Ce que monsieur JEAN-JOSEPH omet de dire, c'est que ce sont les grosses société qui poussent les travailleurs qu'elles licencient à la sous-traitance, pour s'épargner les charges sociales. Les exemples de la SAPSA ou de SUNWIND-ENERGIE hier, ou de E.F.E. d'AUBERY aujourd'hui sont là pour en témoigner. C'est aussi le mode de soumission actuel des gros chantiers qui favorise les Multinationales comme NORD-FRANCE, ou QUILLERY, qui seules peuvent financièrement «ramasser» la totalité des lots pour ensuite les «sous-traiter» au plus offrant dans le sens de leurs intérêts. Ainsi pour garantir leurs bénéfices, ils poussent à se déclarer artisans des ouvriers qu'ils auraient auparavant condamnés aux licenciements.

Les entreprises au «noir», ce sont aussi les grosses sociétés françaises qui ont, par leur seule «Européanité» bénéficié d'avantages bancaires et qui, une fois la «bonne affaire» réalisée s'en sont allées avec cadres et bagages, exemple : la SAAB-PILOTAZ.

Et même lorsque la «faillite» que redoute tant monsieur JEAN-JOSEPH est déclarée, là encore le chiffre d'affaire n'est pas perdu pour tout le monde. Car suite à ces faillites «bidon», n'a t-on pas vu se recycler dans le patronat des anciens directeurs de société tel que celui de la SEGTA ou encore de JARDIN-BILLARD, n'est-ce pas monsieur Jourda ? Et plus près de nous voilà la reconversion de monsieur BONIFET actuel directeur de QUILLERY, qui a déjà annoncé l'ouverture de sa propre société.

Ceci alors que les ouvriers eux, après le dépot de bilan, sont au chomage.

La crise, qui d'autre que les patrons la crée ? Ainsi, n'est-ce pas eux qui favorisent les heures supplémentaires, les cadences accélérées, les mauvaises conditions de

Suite page 3

Pointe-à-Pitre

BRAQUÉ PAR LES POLICIERS PARCE QU'IL ÉTAIT EN TREILLIS

Le vendredi 27 septembre vers 1 h rue Hincelin, près de l'Immeuble St-Jules, les CRS recherchaient des gangsters qui venaient d'attaquer la caisse d'épargne de l'immeuble Gontrand Sablier. Des CRS un peu partout à l'intérieur et sur les toits des immeubles, sur les trottoirs et dans le carrefour, mitraillette en main, doigt sur la gachette étaient aux trousses de ces gangsters signalés comme sept jeunes armés et habillés en treillis.

Nestor Ernest un jeune comme tous ceux qui s'étaient rassemblés sur les trottoirs pour savoir ce qui se passait est arrivé tranquillement devant l'immeuble Saint-Jules. Soudain un CRS s'est précipité sur lui en lui enfonçant la mitraillette dans le ventre. Ne comprenant pas ce qui lui arrivait le jeune a levé les bras en l'air sans faire un geste ni protester de peur d'être tué. Puis sauvagement le CRS l'a pris par le collet, mitraillette cette fois-ci dans le dos, et l'a traîné en direction des locaux de France-Antilles ou s'étaient regroupés plusieurs CRS. Il fut plaqué au mur et fouillé puis embarqué dans un car, emmené vers le commissariat de Pointe-à-Pitre.

Quelques personnes, dont les parents du jeune qui ont été alertés, eurent le temps de se rassembler pour protester contre cette agression et se rendirent au commissariat.

Le jeune, après avoir été confronté a trois employés de la caisse d'épargne, dénonça les brutalités policières qu'il venait de subir.

Suite page 4

Guadeloupe

CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE électoralisme et guéguerre pour les postes !

C'est sous le signe des prochaines élections législatives et régionales de mars prochain, qu'il faut comprendre les déclarations et les débats du Congrès de la Fédération Socialiste tenu à Baillif, le week-end dernier.

Les grandes manoeuvres électorales ont en effet commencé au sein des grands partis français et de leurs sections locales. Et on peut être sûr que, à partir de cette rentrée, tout ce qui sera dit ou fait par les hommes de la gauche traditionnelle, sera axé sur ces élections. Il ne s'agira pour eux, que de remporter le plus de sièges possible, pour favoriser la victoire de la gauche française... ou de limiter l'ampleur de sa défaite.

Cependant, les véritables problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs et la masse des petites gens : le chômage qui augmente, les bas salaires, l'habitat, la délinquance, les problèmes relatifs à la situation coloniale, tout cela a à peine été évoqué, sinon pas du tout, par les dirigeants du P.S. local.

Que pensent faire tous ces élus contre les maux qui frappent durement la population ? Rien, sinon parler ou alors prendre quelques timides mesures qui ne changeront rien de fondamental.

Si des hommes comme Larifla, ou Jalton n'apparaissent pas aux yeux de la population comme des ennemis acharnés, ils ne brillent pas, cependant, par leur hardiesse et leur courage à tenter de résoudre les problèmes qui se posent aux travailleurs.

Depuis 1981, on peut chercher les travailleurs qui affirment que leur sort a changé, sinon en pire. Les socialistes au pouvoir, n'ont offert que l'austérité, et l'augmentation du chômage aux pauvres, comme la droite le faisait auparavant. Et en Guadeloupe, ce n'est pas la majorité de gauche du conseil général qui depuis mars prend le chemin de changer le sort des masses.

Larifla a bien sûr dressé un bilan de l'action du gouvernement qui a fait avancer à petits pas certains vieux dossiers, tels celui de l'irrigation, le plan de relance de la canne, l'augmentation du prix de la tonne de canne...

Mais ce genre de bilan était fait régulièrement par les préfets en place, chaque année, avant la décentralisation...

Et la situation des travailleurs et des pauvres ne s'en trouve pas améliorée pour autant.

En fait, les seuls moments vraiment animés du congrès, le furent autour des questions de représentation de divers courants au niveau de la commission exécutive fédérale. Dans chacun de ces courants, manoeuvrent un certain nombre d'hommes, à la recherche de postes, de tremplins, leur permettant de jouer un rôle, de se placer et de satisfaire leurs intérêts personnels. On aura vu un Arsène Monrose, homme de toutes les manoeuvres tentant de se faire élire à la commission exécutive avant de se faire rappeler qu'il fallait au moins deux ans de parti pour prétendre à un tel poste...

Il faut dire que depuis la victoire de la gauche en 1981, en France, un certain nombre de politiciens et d'arrivistes, humant l'odeur de la soupe, se sont empressés autour du «parti qui monte».

Aujourd'hui, les sondages concernant les résultats des prochaines élections en France étant bien moins favorables à la gauche, les places deviennent plus chères, pour certains. Pour d'autres encore, tels différents élus socialistes au conseil général qui étaient absents au congrès, c'est peut être l'heure de prendre des distances.

Ces manoeuvres se font de manière si peu discrète, que Jalton lui-même s'est senti obligé de rappeler à Baillif que trop de gens entraient au parti pour obtenir des postes et qu'il fallait savoir rester à la base de manière désintéressée et se sacrifier.

Que Jalton, maire, conseiller général, député, ne donne-t-il lui-même l'exemple en «sacrifiant» un de ses nombreux postes !

Après tout, la poignée d'élus, combinards et arrivistes qui tentent de se faire une place n'est-elle pas à l'image des vieux chefs de la Fédération ?

Guadeloupe

ÇA BOUGE DANS LE PANIER A CRABES DU RPR LOCAL

L'échéance électorale des législatives et des régionales, approche et le petit monde des hommes politiques commence à s'agiter. C'est ainsi que dans le panier à crabes du RPR local, ça bouge sec.

C'est ainsi que José Moustache, ancien secrétaire général du RPR et président du conseil régional a été démissionné de son poste en juin dernier apres intervention du chef parisien Toubon. «C'est moi qui suis parti» rétorque Moustache, on ne m'a pas démissionné. Faux, répond Guillod, on l'a chassé. Car son attitude depuis quelque temps, le rend indigne du poste de secrétaire général du RPR. Et l'on apprend avec «effroi» que Moustache se serait accoquiné avec des indépendantistes, qu'il n'aurait pas soutenu Chirac lors des dernières élections présidentielles, qu'il dirigerait au conseil général sans consulter ses camarades du RPR. Mais par dessus tout, c'est lui qui aurait fomenté la grève des camionneurs qui avait arrêté l'économie du pays pendant deux jours, et mis en difficulté Michaux-Chevry lors des élections cantonnales. De quoi faire mourir de peur les membres du RPR local. Tout cela consigné dans un rapport signé par les chefs du panier local du RPR, Beaubrun, Noglothe, Chaulet, etc... et en particulier le vieux Guillod, sorti de la naphtaline pour servir à nouveau. Il occupe désormais le poste de secrétaire général du mouvement. C'est tout un symbole.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

que lui portent la majorité des Kanaks, et va probablement faire basculer dans son camp un certain nombre qui hésitaient.

Mais alors va se poser un autre problème. La gestion de ces trois régions au bénéfice de la population kanak, ne pourra se faire qu'en s'attaquant aux biens des colons qui notamment dans la région du centre, possèdent l'essentiel des terres agricoles.

Un certain M. Guillermet, éleveur caldoche de la côte ouest, déclare sur le problème de la restitution des terres aux Kanaks : «s'ils veulent reprendre nos propriétés, ça sera la bagarre.»
Cet homme possède un millier d'hectares de terres. Mais il ajoute avec la mauvaise foi bien connue des riches colons : «je ne suis pas un grand propriétaire, car je n'ai qu'une quarantaine d'hectares de bonnes terres». On peut se demander pourquoi il est prêt à se battre pour les 960 restant !

Et les Kanaks vont se heurter partout à ce genre de propriétaires, et à toutes sortes de privilégiés, de notables en place, dont un certain nombre ne sont pas des Caldoches, la preuve : Dick Ukeiwé !

Le problème se pose donc ainsi : si les Kanaks refusent de plier et de reculer devant ces gens là, s'ils sont véritablement décidés à changer leur vie en prenant en main les biens de ces privilégiés, en les expropriant, vont-ils avoir le soutien du FLNKS ou le trouveront-ils en face d'eux ? Celui-ci peut aussi très bien laisser les mains libres à l'impérialisme pour réprimer les actions menées contre les riches Caldoches. En attendant que les notables Kanaks disposent eux-mêmes de leurs propres forces de l'ordre !

Si l'impérialisme français a mis en place ce système compliqué et astucieux de quatre régions dirigées par un congrès à majorité caldoche, et par un comité exécutif à majorité kanake, mais avec un droit de véto pour son propre représentant ; c'est bien pour éviter des «débordements», et pour être en mesure d'empêcher que la lutte pour l'indépendance se transforme en lutte sociale.

Dans les statistiques des années 80, la Nouvelle-Calédonie est classée, pour le produit national brut par habitant, au 28ème rang sur 198 pays classés. Et il se situé parmi les pays riches ! Mais le niveau de vie de la population kanake, infiniment inférieur à celui des Caldoches, n'est pas celui des pays riches. Pour que l'indépendance permettre au peuple kanak d'améliorer son niveau de vie, il faudrait que celle-ci s'accompagne d'une révolution sociale. De telle sorte que les richesses concentrées aux mains d'une poignée de grands propriétaires de terres, de riches négociants passent aux mains de la population kanake.

Mais ceci ne serait possible que s'il existait une force politique implantée dans la population pour orienter son combat dans une telle direction. Ni le FLNKS, ni aucune de ses composantes, n'a affirmé une telle volonté politique. Aucune force politique en Nouvelle Calédonie ne s'est prononcée pour de tels objectifs. De sorte que si le peuple kanak ne veut pas se contenter d'une indépendance qui soit un simple changement d'administration qui ne touche en rien aux rapports sociaux, il devra faire naître en son sein cette force politique décidée à se battre pour conduire les pauvres au pouvoir.

Et c'est aussi dans ces termes, que se pose le problème de l'avenir de la Guadeloupe et de la Martinique. Le problème de l'indépendance est posé pour nos pays. De plus en plus, l'évidence que l'on va vers l'indépendance, à plus ou moins longue échéance, s'installe.

Mais ici comme en Nouvelle Calédonie, l'intérêt de la population laborieuse et de tous les pauvres est de transformer la lutte pour l'indépendance en une lutte sociale, qui mette fin aux privilèges des riches et des notables, et qui fasse passer les biens du pays aux mains de toute la population.

DEPUIS UN AN, MOBILISATION KANAK ET RECHERCHE DE COMPROMIS.

Les élections qui viennent d'avoir lieu le dimanche 29 septembre sont la conséquence du boycott par le FLNKS des élections du 18 novembre 1984.

A cette date devait avoir lieu l'élection de l'Assemblée Territoriale. Alors même que les socialistes - avant leur arrivée au gouvernement en 1981 - avaient promis de faire la Nouvelle-Calédonie accéder à l'indépendance, le projet dénommé «statut Lemoine» favorisait l'électorat anti-indépendantiste, majoritaire dans le pays ! Et c'est pour empêcher l'application de ce statut que les organisations nationalistes regroupées dans le FLNKS (Front de Libération Nationale Kanake et Socialiste) ont décidé le «boycott actif» des élections.

Ce boycott avait été un succès. Le taux de participation atteignit péniblement 50 % des inscrits, principalement concentrés dans la région de Nouméa.

Dans pratiquement tout le reste de la Nouvelle-Calédonie, le vote fut perturbé : bris d'urne, interdiction de pénétrer dans les bureaux de vote, barrages routiers, tel fut le spectacle visible durant toute la journée du 18 novembre 1984.

Le principal dirigeant des opérations de boycott était Éloi Machoro qui devint le symbole haï de tous les colonialistes qui ne cessèrent de réclamer sa mort depuis ce moment.

Edgar Pisani, vieux caméléon de la politique française fut nommé alors Haut-Commissaire de la Nouvelle-Calédonie avec comme consigne de calmer les choses et de trouver un compromis avec le FLNKS.

Durant toute une période qui a duré plusieurs mois, il y eut de nombreux barrages sur les routes, principalement autour de Thio, ville symbole de ce qu'est la Nouvelle-Calédonie : Thio, petite ville blanche d'où l'on extrait le nickel, mais où il n'y a pratiquement aucun emploi pour les Kanaks, refoulés dans la brousse !

Cette période de mobilisation kanak fut marquée par une vingtaine de morts, plus d'une centaine d'arrestations, presque tous kanaks. Et ce fut aussi l'assassinat de Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, autre dirigeant kanak, par les gendarmes sur ordre de Pisani, en février 1985.

La période suivante vit la recherche d'un accord entre le gouvernement et notables nationalistes du FLNKS, accord contenu dans la formule d'indépendance-association proposée par Pisani.

Cela a conduit à l'organisation actuelle du territoire : on a divisé la Nouvelle-Calédonie en 4 régions (Nord, Centre, Sud et îles Loyauté), et chacune de ces régions a élu un conseil. L'ensemble des élus des 4 régions forme le congrès. La direction des affaires est confiée à un conseil exécutif, composé des 4 présidents des régions et du président du congrès, soit 5 membres.

OOO

Guadeloupe

LA SITUATION A BOISSARD... vue par...

FRANCE-ANTILLES:

«A Boissard (commune des Abymes),c'est l'escalade. Matérielle et verbale.

Les policiers se font tirer dessus chaque fois qu'ils patrouillent, ce depuis une huitaine de jours et chacun prend position. Quelques individus (notamment un de la radio d'Etat) prétendent que cette escalade est provoquée par la police «qui tire sur les pauvres gens». D'autres, dont des hommes politiques de gauche comme de droite, expriment leur indignation après que les gardiens de la paix Dethelot et Zonzon aient été blessés, que le car de police dans lequel ils se trouvaient ait été criblé de 17 balles de gros calibre. Dix-sept, pas une de moins. Au demeurant, les témoignages d'indignation se sont multipliés mercredi après les propos tenus le matin même par un salarié chargé d'informer sur les ondes de la radio d'Etat.»

(En fait il s'agit d'une émission de Eddy Nedelkovick qui a interviewé les gens du quartier. Il peut donc être responsable des sentiments exprimés par les gens).

JALTON :

«Je suis complètement bouleversé, renversé», «après ce qui s'est passé... je croyais connaître la population de Guadeloupe, et j'ai maintenant des surprises désagréables. Tous les jours, je reçois des coups de téléphone, des lettres, ou des visites de personnes qui se plaignent de l'insécurité à Boissard. Les gens sont terrorisés et disent qu'ils ne peuvent sortir de chez eux dès la nuit tombée, notamment pour les personnes âgées.

J'ai fait tout ce qu'il m'était possible de faire, j'ai rencontré les ministres Deferre, Franceschi, Lemoine, Emmanuelli et Joxe...

... «A la radio RFO, mercredi, l'on a interrogé certains habitants de Boissard qui ont pris fait et cause pour des truands comme Thimalon , Je pense que ce sont ces mêmes personnes qui sollicitent l'intervention du maire régulièrement... J'ai entendu qu'il fallait «foutre la paix à Thimalon et aux autres», que les habitants de Boissard sont des «prolétaires», que la police a «autre chose à faire», que, si la situation est si grave, c'est parce que la police est intervenue «à coups de feu»... je ne comprends pas. J'ai manifesté mon indignation. J'en ai conclu que des personnes indésirables bénéficient de la complicité d'une partie de la population... Pourtant, ce ne sont pas de simples voleurs, ce sont des bandits qui ont tiré et violé...

«Thimalon a de la famille à Lacroix. Je sais, pour m'y être rendu à plusieurs reprises, que ce sont des quartiers insalubres et qu'il est difficile pour la police de mettre la main sur ces gens-là qui connaissent le quartier comme leur poche. Je comprend la difficulté des policiers , on n'avait jamais vu de mémoire d'homme en Guadeloupe une bataille rangée entre la police et les truands».

LES POLICIERS :

«... protestent énergiquement contre la diffusion de telles allégations mensongères selon lesquelles les policiers seraient des provocateurs, rappellent que les infividus recherchés et qui ont délibérément fait feu sur une patrouille de police, sont de dangereux criminels évadés de la Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre, qui s'attaquent spontanément aux personnes et aux biens,

- s'étonnent que des gens qui se veulent des responsables politiques locaux puissent se permettre de faire l'apologie du crime contre leurs propres compatriotes,
- remarquent que ces mêmes individus réclament l'efficacité de la police lorsque leurs proches et eux-mêmes sont atteints par des faits délictueux,...»

Mais qui a fait «l'apologie du crime» ?

Les policiers pensent-ils à la publication permanente des crimes, vols, viols bagarres offerte par FRANCE-ANTILLES, en gros titres et première page depuis quelque 20 ans ?

TÉMOIGNAGE DE LA MERE DE THIMALON.

Mardi matin, la mère de P. Thimalon, interviewée par Radio Tambou, expliquait comment son fils en était arrivé à la situation actuelle.

Croyant bien faire, elle même signalait à la police qu'il fumait de «l'herbe». Il avait alors 17 ans. Ce fut son premier contact avec la police et la prison.

D'après ce que disait la mère, lors de son incarcération et en particulier à la police, il fut battu sauvagement et humilié. Après cette première expérience, la police ne le lacha plus et il retourna en prison pour de menus délits dont ce que les policiers appellent «rébellion». Quelque fois, il restait 48 h, d'autres plusieurs mois. La mère expliqua comment il lui arrivait de réapparaître après quelques jours d'absence, le visage et le corps meurtris. Elle sut après que ces jours là, il était aux mains de la police. Elle dit comment certaines fois son fils fut mis durant un mois dans un cachot avec une lumière très faible allumée en permanence.

Cette mère disait que son fils avait commis des vols, mais n'avait tué personne, et disait qu'elle ne comprenait pas pourquoi il avait été déclaré «ennemi public n° 1» traqué comme une bête, comme un chien que l'on veut abattre.

Cette femme disait aussi sa révolte devant la brutalité des policiers qui sont venus fouiller chez elle alors qu'ils cherchaient son fils. Ils n'avaient aucun mandat. Ils ont tout renversé, son linge, son matelas, cassé la poignée d'un appareil ménager...

Guadeloupe

S.A. H.L.M. 57 travailleurs menacés de licenciement ?

La société anonyme HLM de Guadeloupe s'apprête à licencier 57 travailleurs du service entretien.

La direction des HLM prend prétexte qu'il s'agit de travailleurs remplacants pour s'en débarrasser purement et simplement.

De plus, celle-ci profite de ce qu'elle va confier des travaux de nettoyage et d'entretien de certains immeubles à la S.A.N.I.P. (entreprise Marboeuf) pour s'en laver les mains.

La direction de HLM a donc beau jeu de dire que c'est cette dernière entreprise qui ne veut pas embaucher les 60 remplacants qui travaillaient jusque-là pour le compte de la SAHLM.

Mais ce qu'il faut savoir c'est que celle-ci a accepté tous les marchandages et tractations de Marbœuf, sans se soucier le moins du monde du sort de ces 60 travailleurs.

Ainsi au départ Marbœuf le directeur de la SANIP se proposait d'en embaucher une dizaine. Puis de 10 il en est arrivé à 5, pour ne retenir en définitive que seulement 3 travailleurs.

Ces 3 travailleurs qui ont déjà commencé à travailler à la SANIP ne travaillent que 3 heures au lieu des 6 heures qu'ils faisaient à la SAHLM.

En outre ils sont à l'essai pour 3 mois, donc susceptibles d'être licenciés après ces 3 mois.

N'ayant aucune garantie d'emploi, ni le même salaire qu'ils percevaient auparavant, leur sort est loin d'être tellement meilleur que celui des 57 autres qui sont d'ores et déjà sans emploi.

Les licenciés, s'ils veulent conserver leur emploi devront se battre, et se battre, durement et farouchement !

Martinique

ENTREPRISE E.F.E. Aubéry se prépare à licencier !

Marc AUBERY patron de l'entreprise E.F.E. (électricité-froid-électronique), emploie en ce moment 27 ouvriers, pour la plupart des électriciens ou des manœuvres.

La société existe depuis près d'une vingtaine d'années, mais si ces 20 années ont servi à la famille AUBERY qui s'est enrichie un peu plus, on ne peut pas en dire autant de la situation des travailleurs.

En effet Marc AUBERY n'a jamais consenti à discuter de classification avec les ouvriers. Certains bien qu'ayant plus de 18 ans d'ancienneté, et bien qu'assumant d'importantes responsabilités, telles que la direction des chantiers les plus importants, n'ont que la qualification d'OQ3. D'autres moins anciens, mais ayant presqu'autant de responsabilité dans le travail bien qu'étant qualifiés professionnellement, avec 8 ans de présence dans l'entreprise, ne sont que OS3.

Avec cela, des conditions de travail frolant constamment l'insécurité, avec de vieilles voitures qui permettent d'aller sur les chantiers, qui ne sont jamais révisées, ce qui est pour les ouvriers un risque permanent. Lorsque les plus jeunes travailleurs demandent à être augmentés, Aubéry fait la sourde oreille.

Tous les ouvriers sont conscients de l'exploitation qu'ils subissent, même si tous ne sont pas prêts à réagir ensemble. Car si AUBERY a pu ouvrir sa grande surface de vente en gros de matériel électrique «ELECTRIC-CENTER» dans la zone de Petite COCOTTE à Ducos, c'est bien avec le produit du travail des ouvriers.

Aujourd'hui, AUBERY annonce qu'il licenciera 11 travailleurs, si dans les jours qui viennent il n'a pas de nouveau chantiers.

Dans le même temps il apparaît aux travailleurs qu'Aubéry aurait l'intention de se lancer dans la plomberie car les ouvriers ont observé depuis plusieurs mois déjà que de nombreux artisans plombiers travaillent en ce moment en sous-traitance pour lui. Donc il est possible qu'il ait l'intention de «liquider» l'électricité au bénéfice d'une plomberie qui serait entièrement en sous-traitance. Voilà une «bonne affaire» que flaire sans doute le sieur Marc AUBERY.

Ou encore, qu'il ait l'intention de laisser en sous-traitance ses travaux d'électricité à ses plus «fidèles» ça aussi, c'est possible. Dans le passé, il a bien laissé tomber les autres branches : Froid et Electronique.

AUBERY voudrait faire ses reconversions sur le dos des travailleurs. Les ouvriers en sont de plus en plus conscients, au moins pour les plus jeunes, et ont bien l'intention de le lui faire savoir.

Pointe-à-Pitre

PROBLEME DE SECURITÉ : LES POSTIERS REFUSENT D'AMENER LES MANDATS DANS LA RÉGION POINTOISE

Le vendredi 27 septembre, alors qu'il circulait dans une voiture des PTT, un facteur a été coincé par une autre voiture, de laquelle sortait aussitôt un homme armé. Celui-ci intima l'ordre au facteur de s'arrêter. Tout se passa très vite. En un clin d'oeil, un peu surpris lui-même, le facteur démarra en trombe. Le malfaiteur eut cependant le temps de tirer. Mais par chance les balles échouèrent sur la tôle de la voiture et le facteur eut ainsi la vie sauve. Cela se passait dans la périphérie de Pointe-à-Pitre, aux environs de Boissard.

Suite à cette attaque qui a failli coûté la vie à un des leurs, les postiers de la région pointoise ont décidé de ne plus procéder à la distribution des mandats. Bien sûr, ce sont surtout des personnes âgées ou des handicapés qui seront les premiers touchés par cette décision des facteurs. Il leur sera difficile de se rendre dans les différents bureaux de poste de la ville, du reste pas très nombreux.

Mais la décision des facteurs si elle est compréhensible, ne règle évidemment pas la sécurité. Car ce ne sont pas seulement les postiers qui sont menacés dans une société où la délinquance atteint de grandes proportions. Et il est impensable qu'on puisse mettre un policier ou un gendarme à chaque coin de rue, ou derrière chaque individu. Le mal vient de cette société d'injustice et d'inégalité.

Pour qu'il n'y ait plus de truands, plus de malfaiteurs, il ne suffira pas d'augmenter le nombre des prisons, ni d'accroître le nombre de policiers. Il faut faire disparaître les causes mêmes de la délinquance, il faut faire disparaître le chômage, la misère. A ce prix là, seulement, on commencera à attaquer le mal par la racine, et avoir des chances de le faire disparaître.

Contre les licenciements, les ouvriers du bâtiment décident la grève.

Suite de la page 1

travail ? Témoin, le chantier de la Sécurité Sociale mené par NORD-FRANCE qui annonce plusieurs mois d'avance sur la fin prévue des travaux et tout cela au nom de la rentabilité.

Eh bien, si c'est cela la politique de JEAN-JOSEPH et de ses amis, les travailleurs ont bien raison de résister aux attaques qui se préparent.

Car si la grève du 7 et 8 octobre est décidée pour protester contre les licenciements et pour exiger l'ouverture de grands travaux, ce sera aussi l'occasion pour les travailleurs en colère de se compter dans cette période qui s'annonce difficile et qui nécessitera des mobilisations importantes et déterminées pour faire reculer l'offensive patronale.

Grève à la mairie de Saint-Claude.

Le syndicat UGTG a déclenché une grève parmi les travailleurs de la mairie de Saint-Claude. Il dénonce le fait que certains employés ne sont pas titularisés malgré une ancienneté de 18 ans ou de 21 ans. Le maire s'est opposé violemment à cette grève qui le gène particulièrement à la veille des élections municipales qui doivent avoir lieu le 6 octobre, moins d'une

L'AFFAIRE DE GREENPEACE :

le gouvernement a coulé un bateau et prend l'eau

L'affaire «Greenpeace» d'abord considérée comme un fait divers survenu en pleine période de vacances est devenue rapidement un scandale politique qui se transforme en crise ministérielle en France.

Rappelons brièvement les faits. Le mouvement Greenpeace est un mouvement écologique, qui entre autres prises de position est opposé aux essais nucléaires français dans le Pacifique sud. Ces essais se déroulent sur l'atoll de Mururoa et les gouvernements des pays du Pacifique-Sud ont depuis plusieurs années fait savoir leur hostilité aux essais nucléaires français. C'est le cas de la Nouvelle-Zélande, où se trouvait basé un bateau du mouvement Greenpeace, le «Rainbow Warrior»

C'est ce bateau qui a coulé dans la rade d'Auckland en Nouvelle-Zélande, à la suite de l'explosion d'une bombe dont tout un chacun sait qu'elle a été posée par des agents de la DGSE c'est-à-dire des espions français ayant pour mission dit-on aujourd'hui de «neutraliser» le bateau. Dans l'affaire, il y eut un tué, un photographe de Greenpeace.

Dans un premier temps, le gouvernement français a bien essayé de nier sa culpabilité, malgré les preuves accablantes contre ses espions.

Mais de révélations en révélations, la presse francaise est parvenue à établir la vérité des faits. Cette recherche de la vérité était d'autant plus facile que les fuites provenant des espions étaient elles-mêmes très nombreuses : la majorité de la presse et l'armée elle-même étant pour des raisons de politique intérieure hostiles au gouvernement «socialiste», d'autant plus que ce gouvernement est de toute évidence en sursis, puisque les prochaines élections qui auront lieu d'ici 6 mois sont déjà annoncées de toutes parts comme perdues par l'actuelle majorité.

Donc de révélations en révélations on en est arrivé à la crise politique. Hernu le ministre des armées a démissionné, soi-disant parce que dans son propre ministère on lui aurait menti. Prétexte bien mince, aux yeux de tous.

La démission de Hernu apparaît bien plus comme une tentative de trouver un responsable (Hernu) et de le sanctionner, afin que le scandale ne rejaillisse pas sur Fabius et Mitterrand.

Cette opération de sauvetage ne semble pas vraiment être un succès. Et le chef de l'état français et le premier ministre deviennent pour l'opinion responsables de cette affaire. Néanmoins, à l'heure actuelle les remous du monde politiques ont diminué.

Mais l'affaire Greenpeace est révélatrice des pratiques de l'appareil d'état qui exerce le terrorisme en grand, avec l'aval et la bénédiction des hommes politiques, et cela peu importe l'écurie politique dans laquelle se trouve située leur mangeoire.

La droite nous avait habitués à ses scandales politiques (tout le monde a en mémoire le dernier en date, le soutien de Giscard au massacreur d'enfants Bokassa). La gauche a «son» scandale politique : Greenpeace.

J. BRUEL.

ANGLETERRE :

LES JEUNES IMMIGRÉS ANTILLAIS SE RÉVOLTENT CONTRE LA POLICE.

Samedi 28 septembre à Brixton ; Brixton, c'est un quartier du sud de Londres. Un quartier pauvre comme il y en a dans les grandes villes d'Europe, avec des immeubles sales, de type HLM, peuplé d'une forte majorité d'immigrés. Là, les immigrés sont pour la plupart des Antillais, originaires de la Jamaïque.

Beaucoup sont chômeurs, vivent au jour le jour.

Samedi 28 septembre, donc, au matin, un groupe de policiers armés pénètre dans l'appartement HLM d'une famille antillaise, les Groce. Ils veulent arrêter l'un des jeunes de la maison, qui est un délinquant, comme beaucoup de jeunes dans ce quartier où sévit la misère.

Au bruit que font les policiers, la mère se précipite hors de son lit. Un policier ouvre le feu sur elle. Elle est touchée à la colonne vertébrale, et restera peut être infirme à vie.

Tout de suite après le drame, des bandes de jeunes, surtout des immigrés, masqués, se regroupent et déferlent sur le commissariat de police qu'ils bombardent de cocktails molotovs, de coups de pierres et de bouteilles.

Toute la soirée, jeunes et policiers vont s'affronter dans les rues de Brixton. Des barricades sont dressées, des voitures incendiées. Des magasins sont pillés, et même un magasin de vêtements est entièrement détruit par un incendie.

Au cours des affrontements, 35 manifestants et 16 policiers sont blessés. 149 personnes sont arrêtées.

Et pendant que la victime, Mme Groce, lutte à l'hopital contre la mort, le policier qui a tiré sur elle est envoyé se reposer avec une prescription de calmants nerveux : il est en état de choc, ses nerfs sont ébranlés !

Il y a deux mois, dans une autre grande ville industrielle de l'Angleterre, Birmingham, un enfant de cinq ans avait été abattu dans son lit par un policier, alors que la police cherchait son père, soupçonné d'être l'auteur d'un cambriolage.

Dans les quartiers pauvres des grandes villes d'Europe ou des Etats Unis, comme dans les quartiers pauvres de Pointe-à-Pitre, la crise économique plonge un nombre toujours plus important de personnes dans la misère. Elle entraine le chômage et la délinquance. Et les interventions de la police dans ces quartiers sont de plus en plus brutales : il ne s'agit pas pour les policiers de protéger la population de ces quartiers de gangsters qui la menaceraient. Certes non !

Le but de ces interventions c'est d'encadrer la population pauvre. En pénétrant dans les quartiers armés jusqu'aux dents, les policiers, CRS, disent aussi par leur attitude à la population : attention ! Ne songez pas à vous révolter contre l'ordre que nous défendons et qui vous plonge dans la misère.

Voyez ! Nous avons des mitraillettes, des fusils, des révolvers. . .

La répression de délinquance est un prétexte pour intervenir dans ces quartiers, et il peut arriver, comme cela s'est produit à Brixton, qu'un policier nerveux tire sur tout ce qui bouge : une mère de famille, un enfant de cinq ans...

Et la presse, les journalistes au service du même ordre que celui défendu par les policiers, l'ordre de la bourgeoisie, peuvent bien soutenir le contraire, c'est leur rôle, ils sont payés pour cela.

Mais les pauvres, eux, ceux qui subissent les interventions armées, les perquisitions, qui essuient les coups de feu, et de nombreux travailleurs aussi savent bien de quoi il en retourne. C'est eux, et non quelques gangsters que policiers et CRS veulent mater en pénétrant dans leurs quartiers.

A Brixton, ils ne se sont pas laissés faire et se sont révoltés.

AMI, LECTEUR, CAMARADE, SI CE JOURNAL T'A PLU, FAIS LE LIRE AUTOUR DE TOI.

Guadeloupe

Douze jours de grève pour les stagiaires de l'I.P.C.

Dix-neuf stagiaires de l'IPC (Institut de Promotion Commerciale) à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pointe-à-Pitre, ont dû faire douze jours de grève pour être payés. Dès le début de leur stage, cycle de préparation à la gestion des entreprises, plus de trois mois passèrent avant qu'ils soient payés. Une première protestation leur permit de savoir que depuis six ans qu'une telle formation existe, il y a toujours des problèmes. Mais les autres promotions, sélectionnées, s'étaient montrées dociles. En protestant, fin mars, les stagiaires apprirent que contrairement à ce qu'affirmait le directeur de stage, Nirelep, cela n'allait pas «s'arranger». Les stagiaires après plusieurs démarches obtinrent un certificat de prise en charge par le Conseil Régional, et donc, ce jusqu'à la fin juin, une avance par la Chambre de Commerce.

Les choses se gâtèrent à nouveau fin juillet. Les stagiaires se retrouvent sans revenus et sans personne pour en parler avec eux. Ils commencèrent donc une action et descendirent dans la rue. Ceci ne plut pas au directeur de la Chambre de Commerce, Pravaz, qui déversa sur eux sa haine de patron des patrons, leur demandant de cesser leurs «menées intempestives». Finalement, après une déclaration de colère contre les grévistes, Moustache leur fit verser des chèques. Mais les sommes ne correspondent pas à celles prévues et de toutes façons, les stagiaires n'ont pas de feuille de paie, et donc, n'ont aucun repère pour calculer leurs salaires.

Depuis la grève, les stagiaires restent vigilants. Le directeur Christian Nirelep, cherche à se venger de la mauvaise publicité qui lui a été faite. Les stagiaires l'accusent de mener une politique de «petits copains», les absences pour fait de grève étant comptées à certains grévistes et pas à d'autres. Par ailleurs, il tente de menacer certains, considérés par lui comme des meneurs, de ne pas passer l'examen final.

Braqué par les CRS parce qu'il était en treillis...

Suite de la page 1

Devant les protestations les policiers le relachèrent immédiatement.

Quant aux CRS qui l'avaient embarqué ils n'hésitèrent pas à le mépriser pendant qu'ils le transportaient dans le car : «nous t'avons pris pour Thimalon ! tu n'avais qu'à ne pas t'habiller en treillis ! Thimalon c'est ton ami hein ! celui là il nous casse les couilles ! quand on l'attrapera on lui logera une balle dans la tête !»

Nestor Ernest comme beaucoup de jeunes en Guadeloupe a l'habitude de s'habiller en treillis. Malheur aux jeunes qui se ressemblent par leurs facons de s'habiller de marcher ou de se coiffer !

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de . . . . . mois.

Nom : . . . . . .

Prénom : . . . . . .

Adresse : . . . . . .

. . . . . .

ci-joint la somme de . . . . . F règlement par chèque adressé à Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
COMBAT OUVRIER
S/C Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97156 POINTE-A-PITRE CEDEX
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à
COMBAT OUVRIER
M. DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
51728